



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

N° 7AONR/MINTP/CMPM/2018 DU 20 JUIN 2018 POUR L'ÉVALUATION DE LA CONTRIBUTION DU SECTEUR DU BTP À LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET DE L'IMPACT DES ACCORDS DE PARTENARIAT ECONOMIQUE SUR LES PRIX DE CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES LANCÉES PAR LE MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS.

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT DU MINTP - EXERCICE 2018,

Ligne 36 470 03 33 00115 2029

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de l'Etat du Cameroun, un Appel d'Offres National Restreint pour la réalisation des études sus indiquées.

1. Objet de l'Appel d'Offres :

Le présent Appel d'Offres a pour objet d'évaluer d'une part la contribution du secteur du BTP à la croissance économique du Cameroun et d'autre part, l'Impact des Accords de Partenariat Economique sur les prix de construction des infrastructures.

2. Allotissement :

Les prestations sont divisées en deux (02) lots distincts :

Lot n°	Études	Montant (F CFA)
1	Évaluation de la Contribution du Secteur du BTP à la Croissance Économique du Cameroun	29 000 000
2	Évaluation de l'impact des accords de partenariat économique sur les prix de construction des infrastructures lancées par le Ministère des Travaux Publics	21 000 000
TOTAL		50 000 000

3. Consistance des prestations :

Elles comprennent les opérations suivantes :

**Lot 1 : Évaluation de la Contribution du Secteur du BTP à la Croissance Économique du Cameroun :**

- l'évaluation des indicateurs de performances du BTP comparativement aux cibles définies dans le DSCE;
- la détermination de la contribution du secteur du BTP dans l'économie camerounaise ;
- la détermination de la contribution des entreprises du BTP dans le secteur du BTP,
- la détermination de la contribution des entreprises du BTP à l'économie nationale ;
- la détermination de la contribution du secteur du BTP à la création d'emplois ;
- la contribution des travaux routiers à la croissance et la création d'emplois ;
- la mise en place d'un modèle prévisionnel des indicateurs du BTP ;
- l'évaluation du taux de croissance du secteur du BTP en 2018 et sa projection en 2019-2021 ;
- le calibrage de l'application informatique pour la mise à jour automatique des indicateurs de suivi du secteur du BTP au Cameroun.

**Lot 2: Évaluation de l'impact des accords de partenariat économique sur les prix de construction des infrastructures lancées par le Ministère des Travaux Publics**

- a) dresser l'état des lieux du secteur des infrastructures au Cameroun ;
- b) élaborer un modèle d'analyse des effets et impacts des APE sur le secteur du BTP ;
- c) évaluer l'impact des APE sur le secteur du BTP ;
- d) procéder à une analyse comparative du fonctionnement du secteur des infrastructures avant la mise en œuvre des APE et son comportement une fois ces accords mis en œuvre ;
- e) proposer des mesures pour capitaliser les opportunités qu'offrent les APE et réduire les effets négatifs de celles-ci sur le secteur du BTP.

**4. Participation et origine :**

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux BET ou groupement de BET des Travaux Publics de droit camerounais sélectionnées à l'issue de l'Avis à Sollicitation de Manifestation d'Intérêt N°06/ASMI/MINTP/2018 du 19 Février 2018.

La liste desdites BET ou groupement de BET pré-qualifiés se présente comme suit :

N°	Noms des candidats pré-qualifiés	Adresses	Téléphones
01	HTR	BP 4013 Yaoundé (Cameroun)	Tél. (237) 222 20 28 86
02	JMT Conseils	BP 3791 Yaoundé (Cameroun)	Tél. (237) 699 72 45 19
03	SOREPS	BP 13438 Yaoundé (Cameroun)	Tél. (237) 222 21 90 97
04	CER Engineering	BP 30769 Yaoundé (Cameroun)	Tél. (237) 663 86,54 90

**5. Financement :**

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget du Ministère des Travaux Publics, Exercice 2018, Ligne 36 470 03 33 00115 2029, pour un coût prévisionnel total de 50 000 000 (cinquante millions) francs CFA Toutes Taxes Comprises, soit 29 000 000 (vingt-neuf millions) francs CFA Toutes Taxes Comprises pour le lot1 et 21 000 000 (vingt un millions) francs CFA Toutes Taxes Comprises pour le lot2.

**6. Délai d'exécution :**

Le délai global d'exécution des travaux est de trois (03) mois calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

**7. Administration au nom de laquelle sera conclu le marché :**

A l'issue de l'examen des offres des soumissionnaires et du choix de l'attributaire par le Maître d'Ouvrage, le marché sera conclu entre celui-ci et le Maître d'Ouvrage qui est le Ministre des Travaux Publics.

**8. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres :**

Le dossier d'Appel d'Offres sera obtenu au Service des Appels d'Offres, situé au rez-de-chaussée de l'immeuble KEANO, abritant certains Services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logée la Cellule Spéciale de l'Enregistrement des Impôts (voie d'accès en pavé) sis au quartier Mvog-Ada, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public, d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) francs CFA, au titre des frais d'achat du dossier.

Cette quittance devra identifier le payeur comme représentant du Prestataire désireux de participer à l'Appel d'Offres.

#### 9. Cautionnement provisoire (garantie de soumission) :

Les offres devront être accompagnées, pour chaque lot postulé, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement bancaire de premier rang agréé par le Ministre en charge des Finances. Le montant en FCFA de ladite garantie est mentionné dans le tableau ci-après:

Lot n°	Etudes	Montant (F CFA)
1	Évaluation de la Contribution du Secteur du BTP à la Croissance Économique du Cameroun	450 000
2	Évaluation de l'impact des accords de partenariat économique sur les prix de construction des infrastructures lancées par le Ministère des Travaux Publics	400 000

NB: Tout soumissionnaire postulant pour plus d'un lot, ne devra produire que la caution de montant le plus élevé des lots postulés.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

#### 10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres :

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté au Service des Appels d'Offres, situé au rez-de-chaussée de l'immeuble KEANO, abritant certains Services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logée la Cellule Spéciale de l'Enregistrement des Impôts (voie d'accès en pavé) sis au quartier Mvog-Ada.

#### 11. Présentation des offres :

Les documents constituant l'offre seront répartis en trois volumes ci-après, placés sous double enveloppe à savoir :

- L'enveloppe A contenant les Pièces administratives (volume 1) ;
- L'enveloppe B contenant l'Offre technique (Volume 2) ;
- L'enveloppe C contenant l'Offre financière (Volume 3).

Toutes les pièces constitutives des offres (Enveloppes A, B et C), seront placées dans une grande enveloppe extérieure scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en cause.

Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur autre que la couleur blanche .

#### 12. Remise des Offres :

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir sous plis fermés, au Ministère des Travaux Publics, Sous-Direction des Marchés Publics, Service des Appels d'Offres, situé au rez-de-chaussée de l'immeuble KEANO, abritant certains Services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logée la Cellule Spéciale de l'Enregistrement des Impôts (voie d'accès en pavé) sis au quartier Mvog-Ada, au plus tard le 27/07/2014 à 13 heures, elle devra porter la mention :

N° 39 /AONR/MINTP/CMPM/2018 DU 20/06/2018 POUR L'ÉVALUATION DE LA CONTRIBUTION DU SECTEUR DU BTP À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DE L'IMPACT DES ACCORDS DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE SUR LES PRIX DE CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES LANCÉES PAR LE MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

FINANCEMENT: BUDGET D'INVESTISSEMENT DU MINTP - EXERCICE 2018,

Ligne 36 470 03 33 00115 2029

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

### 13. Recevabilité des offres :

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres ou celles ne respectant pas le mode de séparation de l'offre financière des offres administratives et techniques seront irrecevables.

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date initiale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du dossier d'appel d'offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

### 14. Ouverture des plis :

L'ouverture des offres se fera en deux temps :

- L'ouverture des offres administrative et technique aura lieu le 27/07/2018 à partir de 14 heures par la Commission Ministérielle de Passation des Marchés auprès du Ministère des Travaux Publics, siégeant dans l'enceinte à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, sis derrière l'hôtel des Députés à Yaoundé.
- Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne (même en cas de groupement) dûment mandatée de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.
- La Commission de passation des marchés compétente établira séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis.
- A l'issue de l'examen des pièces administratives et de l'évaluation des offres techniques, l'ouverture des offres financières sera effectuée dans les mêmes conditions, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires. A cette occasion, ils prendront connaissance du rapport d'analyse des offres pour permettre à ceux qui sont qualifiés d'introduire leur recours, conformément au point 1.4 de la Lettre Circulaire N°002/CAB/PM du 31 janvier 2011 relative à l'amélioration de la performance du système des marchés publics.
- Par la suite, Seuls les soumissionnaires éligibles à l'ouverture des offres financières seront autorisés à y assister.

15. Critères d'évaluation des offres :

15-1 Critères éliminatoires :

- a) Dossier administratif incomplet ou pièces non-conformes, après le délai de 48 heures accordé au soumissionnaire pour rendre la pièce conforme;
- b) Absence dans l'offre technique de :
  - La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes établies par le MINMAP;
  - Une analyse des prestations à effectuer, l'approche technique et la méthodologie envisagée ;
  - Un chef de mission ayant les qualifications exigées dans le D.A.O ;
- c) Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- d) Omission dans l'offre financière d'un prix quantifié;
- e) Absence dans l'offre financière du sous-détail d'un prix unitaire quantifié;
- f) N'avoir pas obtenu une note technique supérieure ou égale à 70/100.

15-2 : Critères essentiels :

Les offres techniques :

- a) Organisation, méthodologie proposées : 14 points ;
- b) Personnel d'encadrement proposé, C.V. expérience et méthodologie de formation interne du prestataire : 60 points;
- c) Moyens matériels et financiers à mettre en place : 14 points;
- d) Références et capacité technique du prestataire : 10 points.
- e) Attestation et rapport documenté de la visite de site sur 02 points.

Les offres financières :

Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre aura été déclarée recevable à l'issue de l'examen de la conformité des pièces administratives (1ère étape) et de l'évaluation technique (2ème étape) seront évaluées et notées, en fonction des critères ci-après :

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM= Note relative au montant de l'offre financière du soumissionnaire ;

MMd= Montant évalué de l'offre la moins-disante;

MS = Montant évalué du soumissionnaire.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = [(70 \times \text{Note Technique}) + (30 \times \text{Note Financière})] / 100$$

16. Durée de validité des offres :

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Attribution du marché :

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la mieux-disante, c'est-à-dire celle ayant obtenu la note finale la plus élevée, et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

Il ne peut être attribué au maximum qu'un (01) lot par soumissionnaire au titre de cet Appel d'Offres.

18. Renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus à la Division de la Planification, de la Programmation et des Normes, Direction des Affaires Générales (Sous-Direction des Marchés Publics / Service des Appels d'Offres, situé au rez-de-chaussée de l'immeuble KEANO, abritant certains Services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logée la Cellule Spéciale de l'Enregistrement des Impôts (voie d'accès en pavé) sis au quartier Mvog-Ada.

Fait à Yaoundé, le 12 0 JUIN 2019



Emmanuel NCAMOU D



REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix - Travail - Patrie



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace - Work - Fatherland

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

MINISTRY OF PUBLIC WORKS

**3** LIMITED NATIONAL INVITATION TO TENDER

No. 3/AONR/MINTP/CMPM/2018 of 20 June 2018  
FOR THE EVALUATION OF THE CONTRIBUTION OF THE PUBLIC WORKS  
AND CIVIL ENGINEERING SECTOR TO ECONOMIC GROWTH AND THE  
IMPACTS OF ECONOMIC PARTNERSHIP AGREEMENTS ON THE  
CONSTRUCTION PRICES OF INFRASTRUCTURES LAUNCHED BY THE  
MINISTRY OF PUBLIC WORKS.

Financing: MiNTP Investment Budget  
Line: 36 470 03 33 00115 2029

On behalf of the Government of Cameroon, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues a Limited National Invitation to tender for the conduct of the above study.

**1. Object :**

The tender concerns, on the one hand, the evaluation of the contribution of the public works and civil engineering sector to the economic growth of Cameroon, and on the other hand, the impacts of economic partnership agreements on the construction prices of infrastructures.

**2. Allotment :**

The works shall be tendered for in two (02) distinct lots as follows:

Lot No.	Study	Amount (CFAF)
1	Evaluation of the Contribution of the Public Works and Civil Engineering Sector to the Economic Growth of Cameroon	29 000 000
2	Evaluation the impacts of economic partnership agreements on the construction prices of infrastructures launched by the Ministry of Public Works.	21 000 000
<b>TOTAL</b>		<b>50 000 000</b>

**3. Scope of works :**

The works shall comprise the following tasks :

**Lot 1 : Evaluation of the Contribution of the Public Works and Civil Engineering Sector to the Economic Growth of Cameroon :**

a) evaluation of the performance indicators of the public works and civil engineering

sector compared to the targets defined in GESP;

b) determination of the contribution of contractors of the public works and civil engineering sector in the economic of Cameroon;

- c) determination of the contribution of contractors of the public works and civil engineering sector in the public works and civil engineering sector;
- d) determination of the contribution of contractors of the public works and civil engineering sector to the national economic;
- e) determination of the contribution of the public works and civil engineering sector to job creation;
- f) contribution of road works to growth and job creation;
- g) putting in place of a provisional models of indicators of the public works and civil engineering sector;
- h) evaluation of the growth rate of the public works and civil engineering sector in 2018 and its projection in 2019-2021;
- i) calibration of computer application for the automatic updating of the monitoring.

**Lot 2 :** Evaluation the impacts of economic partnership agreements on the construction prices of infrastructures launched by the Ministry of Public Works.

- a) show the situation of the infrastructural sector in Cameroon;
- b) draft a model for the analysis of EPA effects and impacts on the public works and civil engineering sector;
- c) evaluate the impact of EPA on the public works and civil engineering sector;
- d) make a comparative analysis after the implementation of these agreements;
- e) propose measures to capitalize the opportunities offered by EPAs and reduce their negative effects on the public works and civil engineering sector.

**4. Eligibility :**

Participation in this tender shall be open on equal conditions to the following Cameroon-law abiding consulting firms or joint-venture pre-selected after Request for Expression of Interest N°6/ASMI/MINTP/2018 of 19 February 2018, the liste of abiding consulting firms or joint-venture pre-selected presented lith that :

No.	Consulting firms	Address	Telephone
01	HTR	P.O.Box 4013 Yaounde (Cameroon)	Tel. (237) 222 20 28 86
02	JMT Conseils	P.O.Box 3791 Yaounde (Cameroon)	Tel. (237) 699 72 45 19
03	SOREPS	P.O.Box 13438 Yaounde (Cameroon)	Tel. (237) 222 21 90 97
04	CER Engineering	P.O.Box 30769 Yaounde (Cameroon)	Tel. (237) 663 86 54 90

**5. Financing :**

Works under this tender shall be financed by the Budget of the Ministry of Public Works for the 2018 Financial Year, Line: 36 470 03 33 00115 2029. The total estimated cost shall

stand at fifty million (50 000 000) CFAF, inclusive of taxes, 29 000 000 (twenty nine million) CFAF, inclusive of taxes and 21 000 000 (twenty one million) CFAF, inclusive of taxes.

**6. Timeframe :**

The overall execution timeframe shall be three (3) calendar months, mobilization depending on the effective duration of the works.

**7. Contracting Authority :**

Following the evaluation of offers, the contract shall be signed between the successful tenderer and the Minister for Public Works.

**8. Acquisition of tender documents :**

The tender documents may be obtained at the MINTP Sub-Department of Public Contracts, Tenders Service, situated on the ground floor of KEANO Building, located behind the building hosting the Special Taxation Registration Unit (see paved entrance) Mvog-Ada quarter, upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of fifty thousand (50 000) CFA F.

Such a receipt shall identify the payer as representing the contractor willing to participate in the tender.

**9. Provisional guarantee (bid bond) :**

Tenders for each lot shall include a provisional guarantee (bid bond), valid for a period of one hundred and twenty (120) days and issued in keeping with the tender model by a first class banking institution approved by the Minister in charge of finance. The amount of the guarantee shall stand at follows:

Lot No.	Study	Amount ( CFA F)
1	Evaluation of the Contribution of the Public Works and Civil Engineering Sector to the Economic Growth of Cameroon	450 000
2	Evaluation the impacts of economic partnership agreements on the construction prices of infrastructures launched by the Ministry of Public Works.	400 000

Any tenderer tendering for more than one lot shall produce only the highest guarantees of the lots tendered for.

The provisional guarantees of unsuccessful tenderers shall be released automatically at most thirty (30) days with effect from the expiration of the tender validity. That of the successful tenderer shall be released after the constitution of the definitive guarantee.

**10. Consultation of tender documents :**

The tender documents may be consulted at the MINTP Sub-Department of Public Contracts, Tenders Service, situated on the ground floor of KEANO Building, located behind the building hosting the Special Taxation Registration Unit (paved entrance) Mvog-Ada quarter.

#### 11. Presentation of tenders :

The tender constituent documents shall be presented in the following three volumes enclosed in a double envelope:

- Envelope A containing the Administrative documents (Volume 1);
- Envelope B containing the Technical proposal (Volume 2);
- Envelope C containing the Financial offer (Volume 3).

All the constituent documents (envelopes A, B and C) shall be enclosed in a sealed outer envelope bearing only the subject of the tender concerned.

The different documents of each offer shall be numbered in the order indicated in the tender and separated by dividers of the same colour other than white.

#### 12. Submission of tenders :

Drafted in English or French and in septuplicate (7) including one (1) original and six (6) copies, labelled as such, tenders shall be submitted at the MINTP Sub-Department of Public Contracts, Tenders Service, situated on the ground floor of KEANO Building, located behind the building hosting the Special Taxation Registration Unit (paved entrance) Mvog-Ada quarter, no later than 27/07/2018 at 1 a.m. They shall bear the following:

"LIMITED NATIONAL INVITATION TO TENDER

No. 39...../AONR/MINTP/CMPMI/2018 of 20/06/2018  
FOR THE EVALUATION OF THE CONTRIBUTION OF THE PUBLIC WORKS  
AND CIVIL ENGINEERING SECTOR TO ECONOMIC GROWTH AND THE  
IMPACTS OF ECONOMIC PARTNERSHIP AGREEMENTS ON THE  
CONSTRUCTION PRICES OF INFRASTRUCTURES LAUNCHED BY THE  
MINISTRY OF PUBLIC WORKS.

Financing: MINTP Investment Budget

Line: 36 470 03 33 00115 2029

To be opened only at the tender-evaluation session."

#### 13. Tender compliance :

Tenders received after the tender-submission deadline, or those not respecting the separation mode of the the financial offers from the administrative documents and the technical proposals shall be rejected.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service or an administrative authority in keeping with the requirements of the Special Tender Regulation. They must date no more than three (3) months old on the initial tender-submission deadline or issued after the date of signature.

Any tenders not in keeping with the tender requirements, especially the absence of the provisional guarantee issued by a first class banking institution approved by the Minister in charge of finance or the non-respect of the tender models shall be rejected.

#### 14. Opening of tenders :

Tenders shall be opened in two stages.

- The administrative documents and the technical proposals shall be opened by the MINTP Tenders Board on 27/07/2018 at 2 p.m in their meeting room

situated at the Centre Regional Delegation of Public Works, behind Hôtel des Députés, Younde.

- Only tenderers may attend the opening session or each have themselves represented by one duly mandated person (even in the event of joint-venture) of their choice with sound knowledge of their file.
  - The competent tenders Board shall draft on the spot a report of the opening session.
  - Following the examination of the administrative documents and the evaluation of the technical proposal, the financial offer shall be opened under the same conditions on a later date to be communicated to tenderers. To this effect, they shall take cognisance of the tenders evaluation reports to enable them submit their complaints in keeping with point 1.4 of Circular Letter N°002/CAB/PM of 31 January 2011 to improve the performance of the public contracts system
- Thereafter, only tenderers pre-selected after the opening of the financial offers shall be authorized to attend.

#### 15. Tender evaluation criteria :

##### 15.1 Eliminary criteria :

- a) Incomplete administrative file or non compliant document after the 48 hours granted to tenderers.
- b) Absence in the technical proposal of:
  - Former declaration attesting that the tenderer has not abandoned a contract during
  - the past three (3) years and that he is not on the list of defaulting contractors
  - published by MINMAP;
  - Analysis of the works to be executed, the technical approach and the
  - methodology envisaged;
  - A mission Head with the relevant qualification;
- c) False declaration or forged documents;
- d) Omission in the financial offer of a quantified unit price;
- e) Absence of a quantified unit price in the financial offer
- f) Failure to score a technical mark of at least 70/100.

##### 15.2 Essential criteria :

###### Technical proposal :

The technical proposal shall be evaluated as per the following essential criteria:

- a) Qualification of experts and their experience in the project's field out of 14 points;
- b) Technical resources and equipment to be put in place per lot tendered for out of 60 points;
- c) Equipment and financial resources to be put in place; 14 points;
- d) Consultant's references out of 10 points;

c) Documented report and Attestation of site visit signed by the tenderer 02 points;

**Financial offer :**

The financial offers of tenderers with the pre-selected technical proposals after the evaluation for compliance of the administrative documents (stage 1) and the evaluation of the technical proposal (stage 2) shall be assessed as per the following criteria:

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

MM = Tenderer's financial offer mark;

MMd = Lowest bidder's evaluated amount;

MS = Tenderer's evaluated amount.

The technical mark and the financial mark shall be weighted to obtain a final mark  $N = (70 \times \text{Technical mark}) + (30 \times \text{Financial mark})$  according to the following formula:

$$N = [(70 \times \text{Technical mark}) + (30 \times \text{Financial mark})] / 100$$

**16. Tender validity :**

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender submission deadline.

**17. Contract award :**

The contract shall be awarded to the tenderer with the lowest bid, that is having scored the highest overall mark and deemed to be essentially in keeping with the tender file.

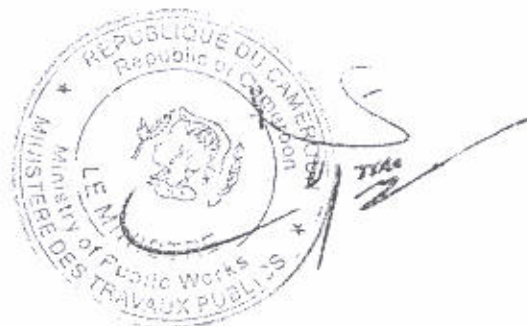
A tenderer may be awarded a maximum of one (1) lot.

**18. Further information :**

Additional technical information may be obtained at the Planning, Programming and Standards Division, Department of General Affairs (Sub-Department of Public Contracts / Tender Service), situated on the ground floor of KEANO Building, located behind the building hosting the Special Taxation Registration Unit (see paved entrance) Mvog-Ada quarter.

20 JUNE 2019

Yaounde, \_\_\_\_\_



Emmanuel NCAMOUN